



ON Y RETOURNE

La situation du gouvernement est intenable. Sa seule réponse est la répression. Devant l'exaspération du peuple, nos gouvernant-es sont retranchés dans leurs palais, loin des lazzi et du quotidien des français-e. Sans attendre un très hypothétique rejet de la loi par le conseil constitutionnel, nous devons continuer à pousser, jusqu'à la rupture.

Dans la rue, jusqu'au retrait du texte !

Jeudi 06 avril :

- Nantes : 10h Miroir d'eau
- St Nazaire : 10h place de l'Amérique Latine
- Pontchâteau : 18h place de la mairie
- Guérande : 18h Athanor
- Ancenis : 10h station esso
- Châteaubriant : 10h mairie
- Clisson : 16h30 gare
- Machecoul : 18h place des halles

COMPARAISON N'EST PAS RAISON

Au sujet des retraites, on a beaucoup utilisé des comparaisons internationales pour justifier la retraite à 64 ans. Mais comme toujours, seules les comparaisons allant dans le sens du gouvernement sont retenues.

Dernier exemple, l'Espagne va reculer l'âge de départ à la retraite à 67 ans. Rappelons quand même que la situation est nettement différente. Le gouvernement espagnol a au préalable relevé les cotisations retraite des plus aisé-es ce que refuse le gouvernement Borne ! Et surtout le nombre d'annuités qui permettent un départ anticipé est de 37,5 en Espagne au lieu de 43 pour la France. Évidemment ça change tout, surtout qu'en France nous avons la double peine avec la décote qui ampute littéralement les pensions.

ET ENCORE UN PETIT SCANDALE FISCAL

5 banques en France ont fait l'objet de perquisitions par le parquet national financier, accompagné de magistrats allemands, pour des soupçons de fraude fiscale aggravée.

Il s'agit d'un mécanisme fiscal sur les dividendes pour des clientèles non-résidentes et dont le préjudice pour les États s'élèverait à près de 140 milliards, dont 30 milliards pour la France. Bien évidemment, les banques se retranchent derrière « l'optimisation fiscale ».

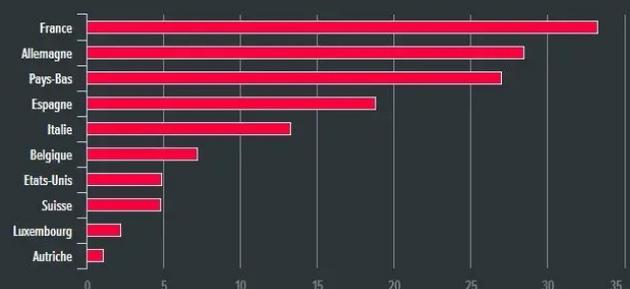
Les banques ne peuvent pas d'un côté afficher leur label RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) et, de l'autre, priver l'État de recettes importantes. En pratiquant de la sorte, ce sont les services publics, les contribuables, mais aussi les salarié-es des groupes bancaires qui en font les frais.

Les banques incriminées risquent de négocier avec Bercy pour échapper à un procès. La CGT condamne cette possibilité pour les plus puissant-es et les mieux conseillé-es d'échapper partiellement aux conséquences pénales de leurs actes.

Scandale dans le scandale, l'État français averti de ce système depuis 2018 a été particulièrement permissif.

Fraude aux dividendes : la France perd plus que les autres

Estimation de la perte fiscale due à la pratique CumCum, en milliards d'euros



Source : Christoph Spengel



Alternatives
Economiques

Là encore, la France est n°1.

DES NOUVELLES DE LA VIE CHÈRE

- Viandes surgelées : + 31,6 %
- Papier toilette : +27,4 %
- Lait : +24,7 %
- Beurre : +24% (sur un an)

La moyenne des hausses de prix sur l'alimentaire est de l'ordre de 15 % et on assiste à un véritable décrochage de notre pouvoir d'achat. Et ce ne sont pas les 3,5 % d'augmentation du point d'indice de l'année dernière qui sont de nature à compenser cette chute.

Il en va évidemment de même dans le secteur privé avec des hausses de salaire de l'ordre de 3,8 % en moyenne dans les entreprises en 2022 et qui sont très loin de compenser les effets de l'inflation.

Il y a urgence à revendiquer une hausse du point d'indice en faisant le lien avec les pensions. Un bon traitement, pour vivre bien maintenant et pour une bonne pension plus tard.